



Effacement de France 3 au profit d'ICI : le préavis de grève est maintenu

Les organisations syndicales du réseau maintiennent leur préavis de grève le 4 novembre pour dire non à l'effacement de France 3 au profit d'ICI et aux manœuvres silencieuses pour affaiblir encore un peu plus le réseau régional.

Lors d'une réunion de négociation avec les organisations syndicales, la direction du réseau s'est perdue dans des explications bancales et dans des éléments de langage insipides. Elle maintient le déploiement du logo ICI sur les programmes régionaux. Seul changement proposé : ce sera à partir du 5 novembre, et non du 4. Une date qui fait encore moins sens dans le calendrier audiovisuel, mais qui prouve bien que la direction sait que les salariés se mobiliseront lundi pour lutter contre cette réforme insensée, qui attaque directement notre identité et met en péril notre avenir.

C'est pourquoi il ne faut pas relâcher la pression. Nous devons tous lutter contre ce nouveau passage en force de la direction, qui s'enfonce chaque jour un peu plus dans l'opacité. Elle admet sans sourciller n'avoir fait aucune étude d'impact sur les salariés, ni sur le ressenti des téléspectateurs qui verront le mythique 3 disparaître de leurs programmes régionaux. Elle refuse catégoriquement de communiquer le coût de l'opération, qui pourrait représenter plusieurs millions d'euros d'argent public.

La présidente continue d'agir pour une fusion des réseaux régionaux de France Télévisions et de Radio France, alors même que le gouvernement semble avoir abandonné l'idée. Un zèle qui pèse sur la santé des salariés comme sur la qualité de nos antennes. Sur le numérique, les frontières entre France 3 et France Bleu se brouillent toujours un peu plus. Chaque jour, la direction du numérique de France 3 publie 10 articles sur francebleu.fr en utilisant le travail des journalistes des locales. Une pratique déontologiquement plus que contestable, et qui revient à faire profiter gratuitement de notre travail à un autre média. Là-dessus, la direction non plus n'a pas voulu entendre nos revendications.

Sur le maintien des contrats de travail des salariés au sein de France Télévisions, la DRH assure que rien ne changera à la date du 4 novembre... sans pouvoir s'engager au-delà. Nous avons besoin de garanties claires, pas d'avancer au jour le jour dans le brouillard.

C'est pour toutes ces raisons que nous appelons l'ensemble des salariés du réseau à cesser le travail le 4 novembre pour 24 heures.